

école nationale  
supérieure  
d'architecture  
de **paris-belleville**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**Mise en place d'un diagnostic Risques professionnels (RPS) au sein de  
l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville (ENSA-PB)  
60 boulevard de la Villette 75019 Paris**

**Marché n° PREVENT-2026-01**

**Objet : Prestation de Prévention des Risques professionnels**

**Date et heure limites de remise des offres :**

**10 mars 2026 – 23h59**

**Procédure de passation : Procédure adaptée < 90 k EUR HT**

Le présent marché est régi par les dispositions du code de la commande publique (CCP) en vigueur à la date de lancement du marché.

## **Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES**

### ***1.1 – Objet du marché***

Le prestataire doit réaliser un diagnostic complet relatif aux risques psycho-sociaux (RPS) des agents et enseignants-chercheurs (environ 170 personnes physiques) au sein de l'Ecole, analyser les situations, puis proposer un plan d'action visant à réduire, voire à supprimer les risques et à retrouver un climat de travail serein au sein de l'Ecole.

Le prestataire doit rendre compte régulièrement de ses travaux au groupe de travail, puis aux instances de l'Ecole.

### ***1.2 – Procédure de passation***

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1-1° R2123-1-1°, R.2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique

### ***1.3 – Forme du marché***

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### ***1.4 – Décomposition en lots***

Le marché n'est pas alloti car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### ***1.5 – Durée du marché***

Le marché est conclu pour une période ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

### ***1.6 – Montant du marché***

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

## **Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G / P.I., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;

- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (P.I.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Cette pièce est non jointe au marché et est réputée être connue du titulaire ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire ;
- Le cas échéant, toute autre documentation du titulaire, fournie à l'appui de son offre

## **Article 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

### **3.1 – Présentation de l'offre**

L'ENSA Paris-Belleville, école public administratif, est l'une des 21 Ecoles Nationales supérieures d'architecture sous la double tutelle du ministère en charge de la Culture et du ministère en charge de l'Enseignement supérieur.

**L'ENSA Paris-Belleville, compte environ 110 enseignants permanents et environ 60 personnels administratifs, techniques et scientifiques, un nombre important d'intervenants ponctuels et environ 1300 élèves. Ces deux dernières populations sont exclues du champ de l'enquête dans la cadre d'une demande de comité social d'administration.**

Etablissement d'un diagnostic complet relatif aux risques psycho-sociaux (RPS) au sein de l'Ecole, analyser les situations, puis proposer un plan d'action.

### **3.2 – Détail des prestations attendues**

Pilotage des travaux et d'un groupe de travail dédié à l'école par la Direction des ressources humaines

- Objectifs :
  - - améliorer la communication interpersonnelle,
  - - améliorer les comportements entre personnes et communautés,
  - - améliorer la façon dont un supérieur hiérarchique s'adresse à ses subordonnés et inversement, qualité managériale,
  - - traiter les éventuelles situations de souffrance,
  - - disposer d'un plan d'action et de prévention des RPS.
- Le prestataire spécialisé propose au groupe de travail un questionnaire qui va servir de base au prestataire pour conduire les entretiens individuels et les entretiens collectifs. Le groupe de travail contribue à la définition du questionnaire.
- Le prestataire spécialisé prévoit une ou des réunions intermédiaires de suivi avec le groupe de travail RPS et rend compte de ses travaux au groupe de travail à l'issue de la phase 1.
- Il doit transmettre un Bilan complet littéral de restitution du diagnostic, accompagné d'un tableau Excel synthétique des risques relevés (description du risque, niveau de gravité, nombre de personnes exposées, probabilité de survenue du risque...) à la DRHMF au plus tard 8 jours avant la restitution des travaux au groupe de travail et aux instances.

Sur la base du diagnostic réalisé en phase 1, le prestataire identifie les principaux facteurs de risques présents au sein de l'Ecole, évalue les niveaux de risques et réalise une analyse du

contexte, des problématiques rencontrées et des personnels concernés par les risques psychosociaux.

Il doit transmettre un rapport littéral complet de cette analyse au format Word, Excel et PDF à la DRH au plus tard 8 jours avant la restitution des travaux au groupe de travail et aux instances. Ce rapport littéral complet est accompagné d'un tableau Excel synthétique récapitulatif de l'analyse réalisée.

Il propose ensuite un plan d'action pluriannuel à mettre en œuvre au sein de l'École pour réduire les facteurs de risques.

Il prévoit une ou des réunions intermédiaires de suivi avec le groupe de travail et rend compte de ses travaux au groupe de travail à l'issue de la phase 2.

Il doit transmettre un rapport littéral complet de propositions d'actions à mettre en œuvre pour réduire, voire supprimer les risques psycho-sociaux au sein de l'École au format Word, Excel et PDF à la DRH au plus tard 8 jours avant la restitution des travaux au groupe de travail et aux instances. Ce rapport littéral complet est accompagné d'un tableau Excel synthétique récapitulant l'ensemble des mesures à mettre en œuvre, avec la proposition de calendrier correspondant.

Le prestataire spécialisé doit également rendre un dossier complet littéral comprenant les modalités d'évaluation des actions proposées, au format Word, Excel et PDF à la DRH au plus tard 8 jours avant la restitution des travaux au groupe de travail, accompagné d'un tableau Excel synthétique.

- 1- Respecter les règles de déontologie et d'éthique professionnelle,
- 2- Respecter les personnes rencontrées,
- 3- Respecter la confidentialité des informations recueillies, des réponses individuelles aux enquêtes effectuées, aux entretiens réalisés et de tous les documents et livrables relatifs à ces travaux et à ne pas divulguer à des tiers les informations recueillies dans le cadre de cette mission,
- 4- Conserver l'anonymat des personnes lors des restitutions des travaux,
- 5- Communiquer à l'ENSA Paris-Belleville le nom du représentant chargé du suivi des prestations, qui sera l'interlocuteur unique de l'ENSA Paris-Belleville pendant la durée de la prestation,
- 6- Prévoir une réunion de cadrage avec le groupe de travail RPS au plus tard 15 jours après la notification du contrat et confirmer les éléments de calendrier,
- 7- Prévoir des réunions intermédiaires de suivi avec le groupe de travail RPS,
- 8- Prévoir une réunion de restitution au groupe de travail à l'issue de chaque phase,
- 9- Prévoir une réunion de restitution des travaux à l'issue de chaque phase lors d'une réunion de la formation spécialisée,
- 10- Prévoir une réunion de restitution finale à l'ensemble des personnels,
- 11- Assurer le secrétariat des travaux : convoquer les réunions, faire des CR des réunions et les diffuser aux membres du GT, préparer les réunions de travail, préparer des supports de présentation de type diaporama ou équivalent pour chaque réunion, présentation.

12- Transmettre les livrables à la DRHMF, responsable du groupe de travail en format électronique (Word, Excel et PDF) au plus tard 8 jours avant les réunions du groupe de travail et des instances. Rappel des différents livrables attendus :

- Calendrier de mise en œuvre définitif de la prestation, arrêté d'un commun accord lors de la première réunion de cadrage,
- Proposition de questionnaire,
- Questionnaire définitif,
- Proposition de compte rendu des réunions,
- Bilan complet des entretiens,
- Bilan complet des questionnaires,
- Bilan complet littéral de restitution du diagnostic, accompagné d'un tableau Excel synthétique des risques relevés (description du risque, niveau de gravité, nombre de personnes exposées, probabilité de survenue du risque...),
- Dossier complet littéral d'analyse au format Word, Excel et PDF, accompagné d'un tableau Excel synthétique récapitulatif de l'analyse réalisée,
- Dossier littéral complet de propositions d'actions à mettre en œuvre, accompagné d'un tableau Excel synthétique récapitulatif des propositions d'actions à mettre en œuvre,
- Dossier complet littéral comprenant les modalités d'évaluation des actions proposées, accompagné d'un tableau Excel synthétique.

### **3.3 – Performances environnementales des prestations à réaliser**

Conformément à l'engagement de l'Etat en faveur du développement durable, le titulaire devra intégrer dans sa prestation des pratiques respectueuses de l'environnement.

## **Article 4 – DÉLAIS D'EXÉCUTION**

### **4.1 – Délais prévisionnels**

#### **PREVISIONNEL DES TRAVAUX 2026**

<b>DATES</b>	<b>OPERATIONS</b>
début février 2026	Publication du cahier des charges dans PLACE
10 mars 2026, 23h59	Fin de publication de l'appel d'offre
13 ou 20 mars 2026	Réunion du groupe de travail (GT) pour l'examen des candidatures
27 mars 2026	Réponses aux candidats
7 avril 2026	1 <sup>ère</sup> réunion de cadrage des travaux prestataire + GT
Avril au 03 juillet 2026	Première phase des travaux : DIAGNOSTIC
Septembre au 14 novembre 2026	Deuxième phase des travaux : ANALYSE ET PROPOSITION DE PLAN D'ACTION ET DE PREVENTION

**Ces délais seront affinés avec le titulaire retenu.**

## **Article 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

Les prestations démarrent à la date de notification du marché public.

### ***5.1 – Lieu d'exécution des prestations***

Les prestations se dérouleront à l'école, 60 boulevard de la Villette Paris 19ème.

### ***5.2- Réclamation et litige***

Dès la notification du marché, le titulaire mettra à disposition de l'école coordonnées du contact (téléphone, courriel, etc.) chargé de régler les différends quantitatifs ou qualitatifs.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

## **Article 6 – PRIX DU MARCHÉ**

### ***Caractéristiques des prix pratiqués***

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire en euros HT et TTC figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais afférents à la gestion du personnel, les frais de préparation et participation aux réunions, de secrétariat, de reprographie, téléphonie, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration du personnel du titulaire, toutes les dépenses résultant de la bonne exécution des prestations ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toute nouvelle taxe de prestation créée en cours d'exécution du marché est à la charge du titulaire quel que soit le cocontractant sur lequel elle devrait normalement peser.

Le taux de TVA applicable au présent marché est celui applicable au moment de l'émission des factures. Le cas échéant, une variation du taux de TVA pendant la période de réalisation du présent marché sera appliquée sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

## **Article 7 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### ***7.1 - Présentation des demandes de paiements, acomptes***

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du C.C.A.G. / P.I.

En complément de l'article 11.5 du C.C.A.G. / P.I. les factures doivent être établies à terme échu.

Un service fait permettra des paiements à l'issue des phases 1 Diagnostic et 2

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G. / P.I.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de SIREN ou SIRET ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le numéro du marché et du bon de commande ;
- La date et le numéro de facturation ;
- L'objet de la commande et la liste des prestations effectuées ;
- La date de livraison des prestations ;
- Le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- Le montant hors taxe des prestations en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations exécutées ;

Toute facture ne portant pas les renseignements exigés ci-dessus sera rejetée et retournée impayée à son auteur.

Les factures devront parvenir à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

**Afin répondre aux exigences de la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, la facturation électronique est la règle.**

En cas de groupements d'opérateurs économiques, les dispositions suivantes s'appliquent :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou des membres du groupement.

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse au titulaire sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur et sa facture libellée au nom du titulaire ;
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ;
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;

- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- En cas de groupements d'opérateurs économiques, si le membre du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **7.2 – Délai global de paiement**

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

En cas de retard de paiement de l'administration, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à l'administration, aucun intérêt moratoire ne sera dû au titulaire.

## **Article 8 – PÉNALITÉS**

Les prestations non conformes au marché donnent lieu à l'application de pénalités.

Les pénalités calculées réduiront le montant de la facture adressée par le titulaire.

### **8.1 – Pénalités de retard**

Par dérogation l'école pourra appliquer, après une mise en demeure préalable et procédure contradictoire, une pénalité de 200 € par semaine de retard sur les deux rendus de diagnostic et de plan d'action validé sur l'ors de la première réunion de travail.

### **8.2 - Pénalités pour mauvaise ou non-exécution**

Pour tout défaut ou manquement constaté dans la réalisation des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 500,00 € par manquement ou défaut.

### **8.3 - Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel**

Le titulaire encourt une pénalité de :

- 800,00 € par infraction constatée
- 1 600,00 € par infraction constatée en cas de récidive

## **Article 9 – UTILISATION DES RÉSULTATS**

Par dérogation à l'article 35.2.1 du C.C.A.G./ P.I. droits d'utilisation sur les résultats du présent marché sont cédés, à titre exclusif, au pouvoir adjudicateur et s'exercent dans les conditions du chapitre 6 du C.C.A.G./ P.I.

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif et dans son intégralité, les droits ou titres de toutes natures afférents aux résultats. Ainsi, le pouvoir adjudicateur peut les exploiter librement.



La personne publique est propriétaire de l'ensemble des documents objets de la prestation ainsi que de leur contenu.

Sauf accord de la personne publique, le titulaire ne peut communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature qui lui auront été communiquées à l'occasion du présent marché.

Par ailleurs, concernant l'utilisation des prestations remises notamment pour ce qui est des droits du titulaire et de la personne publique :

- la personne publique peut librement utiliser les résultats même partiels des prestations ;
- elle peut communiquer à des tiers les résultats des prestations ainsi que les documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché ;
- la personne publique peut publier librement les résultats des prestations : cette publicité doit mentionner le titulaire ;
- le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats de la prestation, les communiquer à des tiers à titre gratuit ou onéreux, ou encore les publier sans l'accord préalable de la personne publique.

## **Article 10 - ASSURANCES**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 11 - TRAVAIL DISSIMULÉ**

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013), lorsque la DEETS est informée, par écrit, par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire, au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, il enjoint le titulaire de faire cesser cette situation.

Le titulaire a deux mois, à compter de la mise en demeure, pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, le contrat peut être rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire, conformément au chapitre 8 « résiliation » du C.C.A.G. / P.I.

Conformément à l'article L8224-1 du même Code, le fait de méconnaître les interdictions définies à l'article L8221-1 est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 45 000 euros.

## **Article 12 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Les stipulations du C.C.A.G. / P.I. relatives à la résiliation, sont applicables.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-3, R.2142-4, R.21433, R.2143-6 à R.2143-10 et R2143-16 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas d'inobservation d'une clause du marché ou de manquement manifeste par le titulaire à ses obligations au titre du présent marché, la personne publique peut résilier ce dernier sans indemnité et sans préavis. La résiliation aux torts du titulaire ne donne pas lieu au versement d'indemnités et le droit à paiement acquis ne s'applique pas.

Conformément à l'article 27 du C.C.A.G. / P.I., il peut être pourvu, par la personne publique, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée en vertu de l'article 39, résiliation pour faute du titulaire, du C.C.A.G. / P.I. qui prévoit cette mesure.

### **Article 13 - DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétant.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

### **Article 14 : CONSIDÉRATIONS SOCIALES**

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L. 2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Par ailleurs, selon le nombre d'employés dans l'entreprise, le titulaire s'engage à fournir annuellement le « Plan de Vigilance » (plus de 5 000 salariés) ou « l'index de l'égalité Femmes-Hommes » (au moins 50 salariés).

### **Article 15 : CLAUSES COMPLÉMENTAIRES**

#### ***15.1 - Secret professionnel, confidentialité et traitement des données personnelles***

Le titulaire est soumis à une stricte obligation de confidentialité s'agissant des informations dont lui ou ses employés pourraient avoir connaissance à l'occasion de la réalisation des prestations.

Il veille également à éliminer le risque de conflit d'intérêts de ses employés et de toute personne physique ou morale participant directement à l'exécution de la prestation avec les organismes contrôlés.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du

Conseil du 27 avril 2016 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le manquement à cette obligation constitue une faute de la part du titulaire de nature à entraîner la résiliation du marché.

Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

#### **15.5 - Obligation relative à la sous-traitance**

S'il le souhaite, le titulaire pourra sous-traiter une partie de ses prestations.

L'intervention des sous-traitants dans l'exécution des prestations objet du marché est subordonnée à la notification par le pouvoir adjudicateur de l'agrément des sous-traitants et de leurs conditions de paiement.

L'attention du titulaire est attirée sur la nécessité d'anticiper le choix des sous-traitants et leur présentation au pouvoir adjudicateur afin de prendre en compte le délai de traitement des demandes initiées en cours de marché.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

#### **15.6 – Carence**

Il y a carence du titulaire lorsque ce dernier ne respecte pas les délais et/ou échéances d'exécution et que ces derniers ne sont pas acceptables.

Il y a également carence du titulaire lorsque ce dernier ne respecte les exigences du cahier des charges.

Dans ces deux cas, l'école se réserve la possibilité de faire assurer après mise en demeure la prestation par une autre société aux frais et risque du titulaire. Les frais supplémentaires qui pourraient en résulter par rapport aux prix initiaux du marché, seront à la charge du titulaire et ceci sans que ce dernier puisse contester cette démarche. Cette démarche ne fait pas obstacle à l'application des pénalités prévues au présent CCP.

#### **15.7 – Autres obligations**

Le titulaire s'engage à restituer, en fin de marché, les codes d'accès, les données ou tout autre élément qui lui ont été remis dans le cadre du marché.



**CADRE DE REPONSE TECHNIQUE  
(C.R.T.)**

**Prestation de Prévention des Risques professionnels (RPS)  
Ensa Paris-Belleville**

Le présent cadre de réponse complété par le soumissionnaire constitue sa proposition technique.  
Ce cadre de réponse est exhaustif : toutes les rubriques du cadre de réponse doivent être renseignées par le soumissionnaire, selon les indications données, elles peuvent être redimensionnées autant que nécessaire.

Raison ou dénomination sociale

Adresse du siège :

Numéro SIRET :

Numéro de téléphone ;

Courriel :

## VALEUR TECHNIQUE

### 1.1- Compétence et expérience des moyens humains dédiés

Le soumissionnaire décrit/fournit :

- ❖ La composition de l'équipe dédiée pour la réalisation des prestations (pour chaque intervenant les profil et rôle précis sont à fournir),
- ❖ L'organigramme de l'équipe,
- ❖ Les références et/ou l'expérience des personnels dédiés à la réalisation des prestations du même type que celles objet du présent marché.

## 1.2- Compétence et expérience des moyens humains dédiés (suite)

- ❖ Le soumissionnaire indique les compétences professionnelles des personnels qui réaliseront les prestations notamment dans les domaines suivants :
  - ✓ Réglementation en matière de santé et de sécurité au travail,
  - ✓ Méthodes d'analyse de risques et de diagnostic,
  - ✓ Connaissances de l'organisation et du fonctionnement des institutions administratives et/ou de l'enseignement supérieur.

### 1.3 - Méthodologie et organisation proposées

- ❖ Le soumissionnaire présentera sa méthodologie de travail et son organisation pour assurer l'ensemble des prestations objet du marché

- ❖ Le soumissionnaire indiquera le temps dédié à la mission en % d'équivalent temps plein sur la mission

- ❖ Le soumissionnaire indiquera le nombre de jours de présence sur la mission



### 2.1- Politique de limitation des émissions de gaz à effet de serre des déplacements applicable aux prestations objet du marché

Le soumissionnaire décrit sa politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements des personnes affectées à la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché incluant :

1. Mesures de limitation des déplacements ;
2. Types de transport privilégiés ;
3. Mesures d'aide mises en place pour les déplacements des collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché.

## 2.2- Modalités d'allègement des flux numériques liés à l'exécution des prestations

Le soumissionnaire décrit sa démarche pour alléger l'impact carbone des flux numériques liés à l'exécution des prestations

**Marché n° PREVENT-2026-01**

<b>Nom de la Société</b>

[Fichier]



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

ATTRI1

**ACTE D'ENGAGEMENT<sup>1</sup>**

Alors qu'un acte d'engagement était autrefois requis de l'opérateur économique soumissionnaire lors du dépôt de son offre, sa signature n'est plus aujourd'hui requise qu'au stade de l'attribution du marché public.

Le formulaire ATTRI1 est un modèle d'acte d'engagement qui peut être utilisé par l'acheteur, s'il le souhaite, pour conclure un marché public avec le titulaire pressenti.

Il est conseillé aux acheteurs de renseigner les différentes rubriques de ce formulaire avant de l'adresser à l'attributaire. Ce dernier retourne l'acte d'engagement signé, permettant à l'acheteur de le signer à son tour.

En cas d'allotissement, un formulaire ATTRI1 peut être établi pour chaque lot. Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul ATTRI1 peut être complété. Si l'attributaire est retenu sur la base d'une offre variable portant sur plusieurs lots, soit un acte d'engagement est établi pour les seuls lots concernés, soit l'acte d'engagement unique mentionne expressément les lots retenus sur la base d'une offre variable.

En cas de groupement d'entreprises, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que R. 23612-1 à R. 23612-6, R. 2362-7, R. 2362-8, R. 2362-9 à R. 2362-12, et R. 2362-13 à R. 2362-18 (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

**A - Objet de l'acte d'engagement**

☐ Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par le présent acte d'engagement.)

**Marché n° PREVENT-2026-01**

**Prestations de Prévention des Risques professionnels pour l'Ensa Paris-Belleville**

☐ Cet acte d'engagement correspond :  
(Cocher les cases correspondantes.)

1. ☒ à l'ensemble du marché public (en cas de non allotissement) ;

☐ au lot n°..... ou aux lots n°..... du marché public (en cas d'allotissement) ;  
(Indiquer l'intitulé du ou des lots tel qu'il figure dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt.)

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

2. ☒ à l'offre de base ;

☐ à la variante suivante :

3. ☐ avec les prestations supplémentaires suivantes :

## B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

### B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public mentionnées à :

☒ l'article 2 du C.C.P.

☐ CCAG : .....

☐ CCTP n° .....

☐ Autres : .....

et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société ..... sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☒ aux prix indiqués ci-dessous ;

☒ Taux de la TVA : .....

☒ Montant hors taxes<sup>2</sup>:

Montant	hors	taxes	arrêté	en	chiffres	à :
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Montant	hors	taxes	arrêté	en	lettres	à :
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

☒ Montant TTC<sup>4</sup>:

<sup>2</sup> Le montant de l'offre établie à partir de prix unitaires est calculé par référence à la quantité estimée dans l'avis d'appel public à la concurrence.

<sup>4</sup> Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l'acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d'identification au titulaire avant la date de facturation.



Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions :
- Durée des reconductions :

**C - Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement**

**Attention**, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

**C1 – Signature du marché public par le titulaire individuel :**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**C2 – Signature du marché public en cas de groupement :**

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R. 2142-23 ou article R. 2342-12 du code de la commande publique) :  
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint                      OU                      ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.  
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :  
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)



Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

#### D - Identification et signature de l'acheteur.

☐ Désignation de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Belleville

☐ Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager l'acheteur qu'il représente.)

Christine Leconte - Directrice

☐ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances)

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

**Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville Paris 75019**

☐ Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

(Joindre une annexe récapitulative en cas de pluralité de comptables.)

Kaddour BENKOUIDER-SAHRAOUI 01 53 38 50 15 Ensa PB

**Pour l'État et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : ..... , le .....

Signature  
(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché public)

Date de la dernière mise à jour : 29/01/2026.